

Nom : Luna d'Emilio

Fonction : docteur en urbanisme Université de Strasbourg, jeune chercheur AMUP (ENSAS/INSA)

Titre de la contribution : **Labels, bonnes pratiques, indicateurs : innovation ou reproduction ?**

Dans le cadre d'une thèse de doctorat¹, nous avons décrypté la dimension de normalisation qui caractérise la diffusion et la construction locale de la notion de durabilité urbaine à partir de trois ensembles d'objets : labels, bonnes pratiques, systèmes d'indicateurs. La production de données homogènes concernant des territoires très différents entre eux, pose non pas la question de l'exactitude de nouvelles mesures ou quantités à la base d'une normalisation des pratiques, mais plutôt celle de leur pertinence et de leur réelle représentativité.

Si l'on se penche sur les systèmes de certification (labels), aux différentes échelles, l'on voit émerger une apparente contradiction qui va au delà du risque de simplification et d'uniformisation. En effet, la stratégie propre à ces outils est celle de reconduire la complexité du réel à une série d'objectifs et de sous-objectifs. Cependant, cette approche semble en contradiction avec l'approche globale affichée par le développement durable, qui risque de se banaliser en tant que notion-même.

De même, la récurrence d'approches fondées sur les « bonnes pratiques » témoigne de cette recherche de reproductibilité ; ces bonnes pratiques sont toutefois à la base de certains effets pervers, car elles ne tiennent pas compte des contextes – culturels, législatifs et environnementaux – en réduisant les processus de projet à leur produit. En outre, le passage de la réflexion à la praxis a tendance à modifier la nature ontologique de ces bonnes pratiques, de cognitives à normatives. L'exemple des quartiers dits « durables », témoigne de ce mouvement contradictoire : avec la construction progressive d'une référence architecturale, la valeur innovante de ces projets est progressivement réduite, en faveur d'une exemplarité éprouvée.

Les systèmes d'indicateurs ont été considérés comme le symptôme d'une « culture de l'évaluation » émergente, issue du besoin de connaître l'impact de nos actions qui est à la base du principe de responsabilité. Mais dans les faits, la question des indicateurs renvoie à l'acceptabilité d'un objet ou bien d'un processus par rapport à un modèle de référence. Comment favoriser l'émergence de cette culture, sans pour autant la banaliser ? A ce propos, nous avons abordé la question de l'élaboration locale de normes, finalisée pour la création d'un « environnement subjectif » - en opposition à un « environnement objectif » - qui tient compte des représentations du cadre de vie de la part des habitants.

Tous les outils et les pratiques reconductibles à la dimension de la normalisation renvoient à une vision gestionnaire des questions urbaines. Ces pratiques ne risquent-elles pas de reconduire la « ville durable » au champ de l'existant, de pratiques codifiées, au détriment de sa portée novatrice ?

1 D'Emilio L., 2013. « La ville durable dans le débat français. Entre réflexion et praxis : figures à l'oeuvre à Strasbourg ». Thèse de doctorat, spécialité urbanisme et aménagement du territoire. Co-tutelle de thèse Université de Florence / Université de Strasbourg. Sous la direction de M. Morandi (DUPT) et C. Mazzoni (AMUP).